



Quelle est la part de la prévention dans l'activité médicale ?

Il est courant d'entendre dire que la prévention est la parente pauvre du système de santé. De fait en 2002, dans les Comptes nationaux de la santé, les dépenses de prévention représentaient 2,3% de la dépense courante de santé¹. De même dans l'activité des médecins généralistes, la part reconnue de la prévention semble limitée. Ainsi en 1992, l'enquête du CREDES « Clientèle et motifs de recours en médecine générale »², n'évoque dans l'activité spécifiée "Prévention" que les vaccinations, les visites systématiques et de dépistage, les certificats, et la contraception, correspondant à 9,5% des séances de médecin. Le " Baromètre santé 94-95 médecins généralistes" du CFES³, dans son analyse des comportements de prévention et d'éducation à la santé des médecins généralistes, les limite aux domaines de l'alcool, de l'alimentation, du préservatif, du tabac et du bon usage des médicaments. Par contre des activités de prévention comme la prise en charge des facteurs de risque cardiovasculaire ne sont pas analysées comme telles, alors qu'elles représentent une part importante de l'activité. Ainsi, l'enquête de la SFMG sur les résultats de consultation⁴ place en tête de liste l'HTA (13,68 % des séances), suivie par les vaccinations (8,35%). L'hyperlipidémie vient au quatrième rang (6,13 %) et l'examen systématique au sixième avec 4,24 %. Ces quatre domaines correspondent à près du tiers de l'activité (32,35 %), ce qui confirme que la part de la prévention dans l'activité du généraliste est bien plus importante qu'il ne peut paraître de prime abord. A la demande du Ministère de la Santé (DREES), une équipe du CREDES a tenté une nouvelle approche de la part réelle de la prévention dans les Comptes nationaux de la santé¹.

L'enquête menée par le CREDES a voulu tenir compte de la non notification d'une grande partie de la prévention dans les récapitulatifs officiels. Jusqu'ici, les dépenses de prévention recensées dans les Comptes de la santé ne concernaient que les actions de prévention individuelles ou collectives financées sur des budgets spécifiques (ministères, collectivités territoriales, fonds de prévention de la CNAM (FNPEIS)...). On y trouvait ainsi PMI et planning familial, dépistages organisés, vaccinations, prévention bucco-dentaire, ainsi que des programmes et missions de santé publique (alcool, toxicomanie, SIDA Info Service...). Par contre n'étaient pas répertoriées les actions de prévention réalisées par les professionnels de santé au cours de leur pratique courante, qui ne font pas l'objet d'un financement ou d'une identification distincte de ceux des soins curatifs. Il s'est agi pour l'équipe du CREDES de repérer dans l'activité médicale les actes de prévention. Ce repérage a été réalisé à partir du PMSI pour le secteur hospitalier, et à partir de l'enquête permanente sur la prescription médicale d'IMS-Health.

Les actes de prévention primaire et secondaire n'ont pas été dissociés, ceux de prévention tertiaire (traitement et suivi d'une maladie déclarée) ont été exclus. Les actes retenus appartiennent à trois catégories :

- la prise en charge des facteurs de risque de maladies cardiovasculaires ou de cancers : diabète, hyperlipidémie, HTA, obésité, consommation excessive d'alcool et de tabac.
- la contraception, le suivi de la grossesse non compliquée, la prévention de l'ostéoporose à la ménopause
- la prévention classique : vaccinations, examens généraux de la population, dépistages...

Les premiers résultats font passer les dépenses de prévention de 2,1% à 7,5 % de la Consommation médicale totale. Ces dépenses sont liées pour 40% à la prise en charge des facteurs de risque, pour 44% à la prévention et au dépistage des maladies, notamment dans le cadre d'examen systématiques, pour 8% à la procréation et à la ménopause. Globalement la prévention représente 0,8% des dépenses de soins hospitaliers, 8% des dépenses de soins ambulatoires, et 15% des dépenses de médicament.

Pour les auteurs, les limites de l'étude sont liées aux difficultés de repérage des actes de prévention dans l'activité, au choix des critères concernant ces actes. La ventilation entre soins et prévention n'a pu être réalisée que pour 71% des soins ambulatoires, 66% des dépenses hospitalières, 80% des dépenses de médicament. Pour les auteurs, cette approche est exploratoire et donne une estimation minimale. Par ailleurs, la part de la médecine générale et de la médecine spécialisée n'a pas été différenciée.

Cette étude nous a paru intéressante. Elle intègre dans le cadre de la prévention la prise en charge des facteurs de risque, alors que nous avons encore souvent tendance à considérer l'HTA, l'hyperlipidémie, le diabète non compliqué comme des maladies. Elle montre pour la première fois l'importance que prend la prévention dans l'activité médicale. Pour la médecine générale, celle-ci est sans doute plus importante encore que les 8% trouvés dans l'étude, sans doute plus proche des 32,5% de l'étude de la SFMG⁴, et ne peut aller qu'en croissant avec toutes les missions nouvelles confiées au généraliste dans ce domaine.

1- Le Fur Ph et al. Les dépenses de prévention dans les Comptes nationaux de la santé. Une approche exploratoire. DREES. Etudes et Résultats. 2003;247:1-8

2- Aguzzoli F, Le Fur Ph, Sermet C. Clientèle et motifs de recours en médecine générale. France 1992. CREDES. 1994;1008.

3- Arènes J, Baudier F, Moatti JP. Le métier de généraliste et la prévention. Baromètre santé 94-95, médecins généralistes. CFES;52-74

4- SFMG. Annuaire statistique 95/95 de l'Observatoire de la Médecine Générale. La lettre de la médecine générale. 1998;52:87 p.

Mots-clés : prévention, médecine générale, facteur de risque, dépense de santé.